

## Bulletin d'histoire politique

# Autochtones et pouvoir politique: quelques éléments bibliographiques

Pierre Trudel



Volume 1, numéro 2-3, printemps 1993

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1063180ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1063180ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

### Éditeur(s)

Association québécoise d'histoire politique

### ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

### Citer ce document

Trudel, P. (1993). Autochtones et pouvoir politique: quelques éléments bibliographiques. *Bulletin d'histoire politique*, 1(2-3), 50–51.  
<https://doi.org/10.7202/1063180ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 1993

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

militants, ses électeurs, son poids parlementaire, enfin le système de partis dans lequel il évolue.

**Mais pourquoi le Parti libéral du Québec de 1970 à 1982?** Quelques mots, d'abord, sur la période choisie. Après avoir été longtemps un parti de notables, le P.L.Q. s'est transformé depuis 1955. Une transformation qui l'approchait du type parti de militants, mais, après cette étape transitoire, c'est plutôt un parti d'électeurs qui naîtra vers 1970, symbolisé par la fusion des Fédérations en un seul organisme (le P.L.Q. d'aujourd'hui) en novembre 1971. Notre recherche se termine en 1982, avec la démission de Claude Ryan, ce qui marque la fin d'une autre période.

Le Parti libéral québécois apparaît dans l'ensemble comme le "parent pauvre", le laissé pour compte des études sur les partis au Québec, à quelques exceptions près et particulièrement pour la période choisie. Alors que nous avons de bons travaux sur le R.I.N., le Parti québécois, l'Union nationale, il va falloir combler cette lacune. Cela, d'autant plus que le P.L.Q. constitue la plus ancienne de nos formations politiques, de laquelle découle plus ou moins d'autres partis comme l'U.N. et le P.Q. Par ailleurs le P.L.Q. a été le plus longtemps au pouvoir. Il a aussi été le premier parti politique québécois (à l'exception peut-être du Bloc populaire) à se structurer, à se démocratiser relativement, à se donner des statuts et à favoriser le brassage des idées en son sein. C'est grâce à notre paradigme, répétons-le, que nous pouvons explorer l'essentiel de ce que fut le Parti libéral de 1970 à 1982.

La thèse est divisée en deux parties: théorique et empirique. La première (revue des approches, typologies, paradigme, méthodologie et sources) est complétée. Les chapitres de la seconde partie correspondent grosso modo aux propositions du paradigme. La méthodologie diffère quelque peu d'un chapitre à l'autre. Dans celui sur la base électorale (qui est complété), nous avons croisé les données des sondages et celles de la population en général pour obtenir l'indice de reflet sociétal du P.L.Q. et du P.Q. pour les élections de 1973 à 1985. Outre les sources publiées ou inédites, nous avons réalisé une centaine d'entrevues sur le terrain avec différents acteurs du P.L.Q., qui vont des ministres aux simples militants. Notre optique résidait en une diversité hiérarchique et

géographique. Nous croyons que ces entrevues (il reste à en réaliser quelques-unes) seront pour beaucoup dans l'originalité de la thèse. Un autre chapitre de la seconde partie, portant sur l'évolution historique du Parti libéral des origines à 1982, est également complété, tandis que d'autres sont à écrire. Ainsi l'auteur, qui a éprouvé des difficultés au cours de la dernière année, espère, si tout va bien, déposer en 1993 puis extraire de sa thèse un ouvrage simplifié.

---

### AUTOCHTONES ET POUVOIR POLITIQUE: QUELQUES ÉLÉMENTS BIBLIOGRAPHIQUES

par Pierre Trudel  
Anthropologue  
CEGEP du Vieux-Montréal

Il devait sûrement y avoir un avantage à ce que soit «réservés» aux anthropologues l'étude des populations autochtones. Toutefois, les anthropologues étant allergiques au domaine de la politique contemporaine, il n'est pas étonnant de constater la rareté de documents sur la question des Autochtones et du pouvoir politique. De plus, en français, ils deviennent extrêmement rares.

Le dernier numéro de la revue *Anthropologie et Sociétés* (1992, vol. 16, no 3) *Autochtones et Pouvoirs* contribue donc à combler un vide certain. Paul Charest et Adrian Tanner nous livrent deux articles traitant respectivement du développement du pouvoir politique chez les Atikamekw et les Montagnais, et sur la notion de quart monde et du pouvoir politique. Peter Armitage traite, quant à lui, du «quatrième pouvoir», soit celui des médias, en rapport avec les Autochtones, particulièrement dans le cas des Innus du Labrador et des vols d'entraînement militaire. Un point de départ intéressant se trouve dans la «Sélection bibliographique sur le thème des autochtones et du pouvoir» présentée au début de ce numéro par Charest et Tanner. J'ai constaté que parmi les trente titres suggérés, aucun n'est en français, ce qui illustre bien la situation de la recherche au Québec.

*La révélation d'une force politique: les Autochtones* de Sylvie Vincent, co-auteur de *L'Images des Amérindiens dans les manuels scolaires du Québec*, constitue, par ailleurs, un texte récent de synthèse sur la situation politique des

Autochtones au Canada et au Québec. Il est question des années 1960, de la phase des mégaprojets, de l'affirmation du nationalisme autochtone et de la recherche de l'autonomie gouvernementale. Cette synthèse unique est parue dans *Le Québec en jeu*, sous la direction de Gérard Daigle, chez Les Presses de l'Université de Montréal.

Dans une autre catégorie de textes, pour ceux et celles intéressés à lire des auteurs autochtones, *Minuit Moins Cinq Sur les Réserves*, publié chez Libre Expression, permet de voir comment se posent les revendications politiques et territoriales dans la réalité particulière des diverses nations. Des histoires régionales inédites nous sont racontées. De plus, le texte de Georges Érasmus présente un aperçu globale de la situation au Canada et demeure tout à fait pertinent. Ce texte est également paru dans le numéro *Les Mohawks* de la revue *Recherches amérindiennes au Québec* (Vol. XXI, nos 2-3) qui présente une série d'articles axés sur les Mohawks et sur leur situation contemporaine et ce, pour mieux comprendre la crise d'Oka. *Peoples of the Pines* de Geoffrey York et Loreen Pindera, chez Little, Brown and Company (Canada) Limited demeure toutefois le document le plus complet quant à la description de ces événements aujourd'hui «historiques».

*Statistiques Électorales Amérindiennes du Québec* paru dans *Profil Socio-politique des Amérindiens du Québec*, de Pierre Drouilly, publié par la Bibliothèque de l'Assemblée nationale (Bibliographie et documentation, 40) illustre bien la non-intégration des Autochtones à nos moeurs politiques, plus particulièrement celles des Mohawks. Une série de textes réunis sous la direction de Robert A. Milen, *Aboriginal Peoples and Electoral Reform in Canada*, analysent des questions relatives au mode de scrutin, aux campagnes électorales, plus particulièrement dans le nord du Canada, et comparent également la situation en Nouvelle-Zélande avec celle du Canada. Par ailleurs, pour le profane, je suggère fortement *La Question indienne au Canada*, de Renée Dupuis, chez Boréal, collection Express, qui fait une synthèse historique axée sur l'aspect juridique. Une série de notions fondamentales à la compréhension de la situation actuelle nous sont clairement expliquées.

Les documents de la Commission royale d'enquêtes sur les peuples autochtones sont faciles d'accès, et gratuits, et ont l'avantage de bien situer la problématique sociale et politique. *Les questions en jeu, Compte rendu de la première série d'audiences*, ainsi que *Le droit à l'autonomie gouvernementale des autochtones et la Constitution-Commentaire*, sont distribués à l'adresse suivante: C.P. 1993, Succ. «B», Ottawa, K1P 1B2. Le commentaire de la Commission quant à la réforme constitutionnelle nous trace un bilan de la situation et présente clairement des perspectives d'avenir. Du côté du gouvernement du Québec, une série de textes ont été publiés et distribués gratuitement par le Secrétariat aux affaires autochtones dans le cadre des consultations régionales réalisées par le ministre Siros.

*Traditions et récits sur l'arrivée des Européens en Amérique* constitue le thème du dernier numéro de la revue *Recherches amérindiennes au Québec* (vol. XXII, nos 2-3). Il s'agit d'une série d'articles, et surtout de récits inédits provenant de la tradition orale des peuples autochtones d'Amérique, plus particulièrement ceux du Québec. Sylvie Vincent, qui a dirigé le numéro, situe les contributions de ce numéro directement, d'une certaine façon, dans le domaine politique: «.....il ne peut exister de relations viables entre peuples vivant sur un même territoire sans la compréhension mutuelle des discours qui les fondent, notamment des discours sur l'origine de leurs relations.»

Finalement, pour avoir une perspective générale de la question des peuples autochtones et du pouvoir politique, j'ajouterai à la bibliographie de Charest et Tanner présentée dans le dernier numéro de la revue *Anthropologie et Sociétés*, tel que vu plus haut, ces quatre ouvrages:

Cassidy, Frank et Bish, Robert L. *Indian Government: Its Meaning in Practice*, Oolichan Books, Lantzville, BC., 1989.

Cornell, Stephen. *The Return of the Native: American Indian political Resurgence*, Oxford University Press, New York., 1988.

Fleras, Augie et Elliot, Jean Leonard. *The Nations Within: Aboriginal-State Relations in Canada, the United States, and New Zealand*, Oxford University Press, Toronto, 1992.

Frideres, James S. *Native People in Canada: Contemporary Conflicts*, Prentice-Hall Canada, Inc., Scarborough, Ont. 1988.